

## De droite et de droite

### Blanquer, le ministre allumé (...le feu)



« C'est une étape importante pour l'éducation nationale, [...] car très souvent le débat public est caractérisé par des débats d'option. Il faut qu'ils soient davantage argumentés et appuyés sur ce qui est prouvé et ce qui marche à la lumière des sciences. » Et c'est donc son pote de coiffeur, Stanislas Dehaene, neurosciençologue de son état, que le disciple d'Iznogoud a choisi pour lui tenir la chandelle « conseil scientifique de l'éducation ». Il faut dire que depuis son arrivée au sommet du MEN, notre nouvel ami Jean-Michel n'a eu de cesse de claironner haut et fort qu'il n'était pas un idéologue ni un dogmatique mais un pragmatique qui ferait ses choix en fonction de ce qui marche. C'est donc sans dogmatisme aucun, qu'il a eu l'idée de glisser in extremis dans le décret réformant le bac et instaurant la sélection à l'entrée de l'université, le retour du redoublement. Que toutes les études montrent l'inefficacité du redoublement pour la très très grande majorité des élèves redoublant·es ne semble pas le bouleverser plus que ça. À défaut d'un apport des neurosciences, le ministre pourrait par exemple appuyer sa réflexion sur le travail du CNEC pour aller vers une baisse des effectifs par classe.

Dans sa grande bonté, notre révérend ministre a décidé de partager ses illuminations pour aider les enseignant·es à bien choisir leur manuel scolaire pour redresser la France avant qu'elle soit dernière dans le classement PIRLS. Pour la faire courte, la dernière enquête PIRLS devait, sans dogmatisme, mettre en avant les progrès en lecture des Français·es grâce aux « réformes » menées en 2008 alors que notre guide (duce en italien) éclairé était numéro bis au ministère. Mais voilà qu'on apprend que les lecteurs et lectrices biberonné·es à la méthode Darcos-Châtel-Blanquer savent décoder mais ne comprennent pas grand-chose à ce qu'ils et elles déchiffrent. Dans sa grande clairvoyance, notre conducteur (fuhrer en allemand) ampoulé, a donc décidé que tou·tes les

enseignant·es devraient suivre un manuel, que c'est le ministre qui choisirait les bons manuels, que pour affiner la compréhension en lecture, la dictée quotidienne était la solution... sans dogmatisme aucun. Pragmatique, notre ministre est en marche sur les libertés syndicale, pédagogique, éditoriale.

## Le tri social en marche

### Lycée, bac, post-bac : une même logique

**NI SÉLECTION  
NI TIRAGE AU SORT**

**Une université  
ouverte à toutes  
et tous** Solidaires

Le Plan étudiant du gouvernement introduit purement et simplement la sélection à l'entrée à l'université. Individualiser les parcours c'est établir une concurrence entre les élèves et donc accentuer encore la sélection sociale et les inégalités. Il s'articule aux annonces faites par Blanquer au sujet du Bac.

D'une part, le contrôle terminal serait réduit à quatre disciplines. Cela créerait des bacs « territoriaux », et donnerait donc une valeur différente aux bacs de centre-ville et aux bacs estampillés « ZEP ». D'autre part, le Bac ne serait plus la conclusion des études secondaires, et ainsi le premier niveau de qualification ouvrant à des droits dans le monde du travail, mais il serait la porte d'entrée vers la sélection dans le supérieur. Un bac modulaire qui ouvrirait les portes de telle ou telle filière en fonction des modules validés.

Le conseil en orientation est un métier et nécessite des qualifications. Pourtant aujourd'hui cette mission est de plus en plus reléguée aux enseignant·es : le projet prévoit pour cela une seconde professeure principale dans chaque classe de Terminale. Une partie du travail d'orientation et même de sélection reviendrait aux enseignantes des lycées : accompagnement des élèves dans le choix des filières, avis lors des conseils de classe devenant des conseils d'orientation de fait décisionnels, etc. Outre la surcharge de travail, le rôle des enseignantes n'est pas de se transformer en auxiliaire de la sélection sociale.

Les conséquences de cette réforme vont être une accentuation du processus de tri social et l'exclusion des classes populaires de l'enseignement supérieur. SUD éducation appelle les personnels à se réunir afin de discuter des modalités d'actions contre ce Plan étudiant qui constitue un recul sans précédents du droit aux études supérieures.